



La prochaine étape est de travailler pour une Europe plus forte

Le processus du Traité de Lisbonne a pris huit ans. Depuis l'Acte unique européen de 1986, la Communauté a été dans un cycle permanent de réformes institutionnelles et de changements de traités. Pour la première fois dans l'Histoire de l'Union européenne, il n'y a aucune perspective de cycle de négociations intergouvernementales en vue d'un autre traité.

Après tant de grands projets – en particulier, le processus du traité et le plus grand élargissement de l'histoire de la Communauté – il nous faut une période de consolidation. Notre priorité doit être de renforcer l'Union face aux défis globaux. Sinon, nous courrons le risque être marginalisés en tant qu'acteur global. L'influence de l'Union européenne ne peut être élargie sans une plus grande cohésion interne et plus de progrès.

Le Traité de Lisbonne offre de nouvelles opportunités et il fournit une valeur ajoutée aux politiques communes dans chaque domaine de coopération. Il permet aux institutions, y compris le Conseil européen, de travailler dans l'esprit de la méthode communautaire. Plus de décisions à la majorité encourageront les Etats-membres au compromis pour plus d'efficacité dans les politiques communes.

Les innovations du Traité de Lisbonne, comme le président permanent du Conseil européen ainsi que le haut représentant, qui agira comme le vice-président de la Commission peuvent aider à augmenter à la fois la visibilité et la cohésion de l'Union.

Cependant, le rôle le plus important d'un Président du Conseil devrait être interne : travailler avec les membres du Conseil européen et le président de la Commission européenne pour préparer l'agenda des réunions du Conseil européen. Dans ce rôle de coordination, il ou elle devrait avoir le temps d'écouter les Etats-membres et de résoudre les problèmes comme le fait un dépanneur.

Avec le nouveau traité, le maintien de l'équilibre institutionnel est de première importance. Il n'y a pas de place pour le marchandage à mois que l'Union européenne ne veuille perdre encore en crédibilité. Le rôle du Parlement européen sera renforcé. La Commission européenne, avec son droit d'initiative doit demeurer une institution centrale. La fonction du Conseil européen qui consiste à donner à l'UE ses orientations et ses perspectives sera elle aussi consolidée. Le besoin de vision et d'autorité de la part du Conseil, comme la chose a commencé durant les crises récentes sera tout autant nécessaire à l'avenir.

Les changements institutionnels apportés dans le Traité de Lisbonne sont une opportunité de faire que l'Union soit plus politique en encourageant des coalitions politiques pour présenter des alternatives et en débattre ouvertement d'une manière constructive. Le principe d'ouverture, contenu dans le Traité doit être exploité dans chaque domaine des affaires européennes.

Une des innovations du Traité de Lisbonne est la formalisation de l'Eurogroupe, cette influente réunion des ministres des finances des seize pays de la zone euro et qui sera dotée d'un président permanent. Cela résume le problèmes de ceux qui sont dedans contre ceux qui sont en dehors. Puisque notre préoccupation principale est de savoir comment sortir de la crise économique globale avec une stratégie de sortie qui soit couronnée de succès, nous devrions être très performant dans la prévention des risques économiques pour les Etats-membres.

L'eurogroupe devrait impliquer les Etats qui ne sont pas membres de la zone euro dans une coopération qui pourrait être une suite à la Stratégie de Lisbonne. Nous pourrions fixer comme but d'avoir tous les Etats-membres dans la zone euro d'ici 2020 ou alors dans une condition économique suffisamment bonne pour peser sur une telle perspective.

Parmi les priorités politiques pour renforcer l'Union européenne, il y a la sécurité énergétique. Augmenter l'autosuffisance et diversifier les sources d'approvisionnement en énergie. (<- ??) La solidarité énergétique, l'association de tous les Etats membres aux réseaux d'électricité et de gaz dans des marchés de l'énergie opérationnels participe d'une approche inclusive du développement de l'Union.

Alors que les pays des Balkans occidentaux sont en cours d'intégration à l'Union européenne, le temps est venu d'une consolidation géographique, économique et politique. Nous ne devrions jamais dire « jamais » à de futurs élargissements, mais les citoyens européens ont besoin de temps pour digérer le doublement du nombre d'Etats-membres en dix ans. Nous avons tous besoin de plus de temps pour développer une véritable identité européenne pour faire que nos institutions permettent de faire mieux fonctionner la démocratie à l'échelon européen.

Cette tribune a été publiée dans le *Financial Times* du 28 octobre dernier par Paavo Lipponen, ancien président du parti social-démocrate finlandais de 1993 à 2005 et premier ministre de Finlande de 1995 à 2003.

Allemagne

Le virage à droite du Parti Vert allemand : Quelles leçons pour les Verts français ?

Auteur de son meilleur score historique aux élections législatives du 27 septembre (10,7%, 68 sièges), le parti vert allemand est actuellement en plein flirt avec la CDU d'Angela Merkel. La formation de deux gouvernements régionaux avec la droite, ainsi que les déclarations de certains responsables écologistes semblent indiquer une mutation du parti Vert, qui se déplace progressivement vers le centre, voire la droite de l'échiquier politique allemand. Le parti vert est-il encore un parti « de gauche » ? Le virage à droite des Verts constitue-t-il une rupture vis-à-vis de l'identité et de l'histoire du parti ? La situation des Verts allemands est-elle transposable à celle des Verts français ?

1. Historique

- Le Parti des Verts allemands est issu des Nouveaux Mouvements Sociaux de l'après-68 et fut officiellement fondé à l'Ouest en 1980. L'émergence des Verts provoqua à l'époque un bouleversement de la scène politique comparable à celui engendré depuis 2005 par l'apparition de Die Linke. Les chrétiens-démocrates, les sociaux-démocrates et les libéraux avaient en effet dominé la vie politique allemande et formé tous les gouvernements du pays depuis la fondation de la RFA en 1949.

En 1993, les Verts de RFA fusionnèrent avec la mouvance écologiste et citoyenne née en RDA à la fin des années 1980 (Bündnis 90) dans l'espoir de s'implanter enfin à l'Est. Les débuts du nouveau parti Vert réunifié (Bündnis 90/Die Linke) furent toutefois difficiles. Affaiblis par leurs divisions internes, les Verts ne sont que rarement parvenus, au cours des années 1990, à entrer dans les parlements régionaux d'ex-RDA. Aujourd'hui encore, le parti Vert peine à s'imposer dans les Länder orientaux, étant largement dominé à gauche par le SPD et Die Linke.

- Entre 1998 et 2005, le parti des Verts a participé pour la première fois à un gouvernement fédéral, avec le SPD de Gerhard Schröder (coalition « rouge-verte »). Les Verts détenaient trois portefeuilles (les Affaires Etrangères, avec Joschka Fischer, l'Environnement et la Santé) et ont pesé de tout leur poids sur la politique gouvernementale, étant notamment à l'origine de l'instauration de l'impôt écologique (Ökosteuer), de la politique de sortie du nucléaire et de la réforme du code de la nationalité. Cette expérience gouvernementale a grandement contribué à installer définitivement les Verts comme la quatrième grande force politique allemande.

Depuis sa création en 1980, le parti vert a également constitué des gouvernements régionaux avec le SPD dans sept Länder différents. A cela s'ajoute la pratique, courante à l'Est, des gouvernements rouges-verts minoritaires « tolérés » par la gauche radicale (PDS, puis Die Linke).

2. Le rapprochement avec la droite : rupture ou continuité ?

- La tendance des Verts à s'allier exclusivement avec les sociaux-démocrates paraît toutefois révolue. En février 2008 à Hambourg, le parti Vert a accepté pour la première fois de former un gouvernement « noir-vert » avec la CDU. Au début du mois d'octobre, en Sarre, les Verts ont également opté pour

une coalition avec les partis de droite (CDU et FDP) alors même qu'ils auraient pu gouverner avec le SPD et Die Linke. Auteurs d'un score relativement faible (5,9%), les Verts sarrois ont été intensément courtisés par la CDU qui voyait là une occasion inespérée de consolider la majorité de droite au Bundesrat, le parlement des régions. La nouvelle coalition au pouvoir en Sarre représente la première expérimentation d'une alliance noire-jaune-verte (ou « Jamaïque »).

A en croire le discours des dirigeants écologistes, les alliances des Verts avec la droite pourraient devenir de plus en plus fréquentes à l'avenir, y compris à l'échelon fédéral. Lors du dernier congrès des Verts à Erfurt, le nouveau président du parti, Cem Özdemir, s'est prononcé en faveur des alliances noires-jaunes-vertes, affirmant que les demandes des Verts pourraient être plus facilement satisfaites avec la CDU qu'avec le SPD. Dans les semaines précédant l'élection législative, Daniel Cohn-Bendit avait également laissé entendre qu'il serait favorable à une alliance des Verts avec la CDU si l'occasion devait se présenter. Le maire de la ville universitaire de Tübingen et leader des Verts en Baden-Württemberg, Boris Palmer, a ouvertement déclaré qu'il cherchait à dépasser les libéraux pour se rendre à l'avenir « incontournable aux yeux de la CDU ». Le virage à droite du parti, dans les faits comme dans les discours, est donc une réalité.

- Pourtant, si beaucoup d'observateurs de la politique allemande envisagent sérieusement la possibilité d'une alliance gouvernementale CDU-Verts à l'avenir, tous ne sont pas surpris par cette évolution. En effet, les caractéristiques essentielles du parti Vert sont tout à fait compatibles avec un positionnement au centre, voire au centre-droit :

a. Un électorat aisé et éduqué

L'électorat des Verts est jeune (38 ans en moyenne), urbain, relativement aisé et éduqué. Le parti réalise ses meilleurs scores dans les grandes villes (Berlin, Hambourg, Cologne, Francfort) et les villes universitaires (Fribourg, Heidelberg, Göttingen) alors même qu'il est incapable de s'imposer dans les zones rurales, ouvrières et défavorisées.

La composition de l'électorat des Verts explique que le parti prenne souvent des positions libérales sur les questions sociales et économiques. Le parti est toujours un fervent défenseur de l'Agenda 2010 et insiste sur la maîtrise des dépenses publiques et sociales afin de limiter le fardeau de la dette pour les générations futures.

b. Un parti « post-matérialiste »

Le parti Vert allemand est souvent cité comme l'archétype du parti politique moderne, qui ne se définit plus en fonction des catégories et des clivages traditionnels (gauche/droite, progressistes/conservateurs, travail/capital) mais plutôt par son « post-matérialisme » et son « universalisme ». Les Verts défendent en effet quantité de mesures progressistes (« société multiculturelle », fiscalité progressive, égalité des sexes), mais ne renient pas non plus certaines idées conservatrices défendues par la CDU/CSU (soutenabilité financière et fiscale, réforme du système de santé), ce qui les rend relativement « inclassables » sur un axe gauche-droite traditionnel.

c. Un parti essentiellement ouest-allemand

On l'a vu, l'implantation historique du parti Vert est à l'Ouest, alors que la forte audience de la gauche radicale (PDS puis Die

Linke) empêche les écologistes de percer dans les Länder d'ex-RDA (à l'exception notable de Berlin). La composition socioéconomique de l'électorat des Verts renforce ce déséquilibre entre l'Est et l'Ouest : le parti écologiste ne parvient pas à trouver à l'Est l'électorat aisé, urbain et éduqué qu'il séduit si bien à l'Ouest.

- Plus encore que ces caractéristiques, c'est l'évolution du paysage politique allemand (déclin des grands partis et émergence de Die Linke) qui semble devoir pousser les Verts vers le centre-droit. A moyen terme, le déclin du SPD rend peu probable la formation d'une nouvelle coalition « rouge-verte » sur le modèle des deux gouvernements Schröder. La participation de Die Linke sera donc nécessaire pour obtenir de nouveau une majorité de gauche au Parlement. Or, s'ils ne montrent que peu d'entrain à l'idée de collaborer avec les libéraux (FDP), les Verts sont tout aussi peu enthousiastes devant la perspective de travailler avec Die Linke. De fait, il est difficile d'imaginer que les deux partis puissent s'entendre alors même que leurs électorats présentent des caractéristiques exactement opposées.

Dans tous les cas, à supposer que l'alliance entre la CDU/CSU et les libéraux aille jusqu'à son terme, il est fort probable que la coalition qui émergera des prochaines législatives sera soit noire-jaune-verte (CDU-FDP-Verts), soit rouge-rouge-verte (SPD-Die Linke-Verts). Le bilan des coalitions régionales, et l'état des relations entre Die Linke et le reste de la gauche devraient largement déterminer laquelle de ces deux options s'imposera en 2013.

3. Quelles conclusions pour le PS et les Verts français ?

Dans la mesure où les Verts allemands ont toujours été en avance de quelques années vis-à-vis des autres partis écologistes européens, il est tentant de conclure que ces partis pourraient bientôt connaître une évolution similaire, vers la droite de l'échiquier politique. Mais la situation du parti écologiste allemand est dans l'ensemble assez peu transposable au cas des Verts français.

1° D'abord, pour des raisons culturelles et institutionnelles, la politique des alliances à géométrie variable pratiquée par Die Grünen est beaucoup plus facilement applicable en Allemagne qu'en France. La représentation à la proportionnelle aux Parlements régionaux allemands (et au Bundestag à hauteur de 50%) permet à des partis comme les Verts et les libéraux de jouer le rôle de pivots entre la droite et la gauche, là où le scrutin uninominal à deux tours en France défavorise les partis du centre.

2° Ensuite, au sein même du parti vert allemand, il n'existe ni de courant ni de personnalité (à l'instar, par exemple, de D. Voynet) qui revendique haut et fort la nécessité d'une alliance avec la social-démocratie. L'aile gauche a disparu du parti dans les années

1990, et les Verts allemands sont désormais dominés par les « réalistes » qui privilégient l'accession au pouvoir à la défense de proposition radicales.

3° Le parti Vert est désormais solidement implanté dans le paysage politique allemand – bien plus que ne le sont les Verts français, ce que les dernières européennes ont tendance à faire oublier. En conséquence, les Verts allemands peuvent bien plus aisément revendiquer leur soutien à l'Agenda 2010 et migrer vers la droite de l'échiquier politique, sans brusquer leur électorat ; là où de tels changements seraient mal compris chez les Verts français.

4° Enfin, le parti Vert allemand se déplace actuellement vers un espace politique occupé, en France, par le Modem. Or, la dernière présidentielle comme les Européennes ont montré que cet espace n'était pas illimité : les Verts n'ont pu percer aux dernières Européennes qu'à la faveur d'un effondrement du Modem, alors que l'inverse s'était produit en 2007. Si les modifications du paysage politique allemand (déclin des grands partis, émergence d'un parti radical) expliquent la « droitisation » des Verts, c'est l'inverse qui se produit en France : la présence du Modem au centre et d'un parti hégémonique à droite ne plaident pas en faveur d'un virage à droite pour les Verts français.

Henri Weber

Résultats des Verts aux élections législatives allemandes depuis 1980

Année	1980	1983	1987	1990	1994	1998	2002	2005	2009
Résultats	1,5%	5,6%	8,3%	3,8%+1,2%	7,3%	6,7%	8,6%	8,1%	10,7%
Sièges	0	27	42	0+8	49	47	55	51	68

Afghanistan-Pakistan

« Les taliban afghans et pakistanais n'ont pas les mêmes objectifs »

Entretien de Karim Pakzad au *Monde*. Il revient sur les récents attentats de Peshawar et Kaboul, et analyse les rapports entre les deux pays.

Peut-on estimer que les deux attentats survenus aujourd'hui à Peshawar (Pakistan) et à Kaboul (Afghanistan) sont liés ?

Je ne pense pas que cela ait été programmé pour arriver en même temps. Les taliban afghans et le Mouvement des taliban du Pakistan n'ont pas les mêmes objectifs. Les taliban afghans veulent troubler le second tour des élections prévues le 7 novembre, tandis que les taliban pakistanais cherchent simplement à terroriser la population et à déstabiliser le gouvernement, en réponse à l'opération menée dans le Sud-Waziristan [depuis le 17 octobre, plus de trente mille soldats mènent une opération destinée à déloger les combattants islamistes de ce bastion taliban des zones tribales frontalières de l'Afghanistan, ndr].

Cependant, il y a un lien évident entre les taliban pakistanais et afghans. Ils font partie de la même ethnie, les Pachtounes, même s'il s'agit de tribus ou de clans différents. Le mouvement des taliban du Pakistan est né de la guerre en Afghanistan de 2007. Le Sud-Waziristan, où ils sont réfugiés, jouxte le sud-est de l'Afghanistan, la zone où les taliban sont les plus radicaux : il y a forcément des influences.

Quelles sont les différences entre les taliban afghans et les taliban issus du Pakistan ?

Les taliban pakistanais sont davantage inspirés d'Al-Qaïda. Les taliban afghans visent toujours des institutions, des ministères, comme aujourd'hui cette maison d'hôtes qui abritait des membres de l'ONU. Les attentats des taliban du Pakistan surviennent souvent dans des zones bondées, des marchés, et les victimes sont essentiellement des civils. Cette méthode rappelle les attentats d'Al-Qaïda en Irak.

Cela peut-il aggraver les relations entre les deux pays ?

L'Afghanistan ne reconnaît pas la frontière pakistanaise et estime que la zone pachtoune lui appartient. Leurs relations ont toujours été mauvaises, il y a toujours eu une animosité. Aujourd'hui, l'Afghanistan accuse le Pakistan d'abriter les troupes d'Al-Qaïda, ce à quoi le Pakistan rétorque que ceux-ci sont originaires de l'Afghanistan.

L'attentat perpétré au Pakistan est-il à rapprocher de la visite d'Hillary Clinton ?

Non, absolument pas. Il y a eu des attentats quasiment tous les jours depuis la grande offensive lancée par le Pakistan dans le Sud-Waziristan. Le but de cette réplique pour les taliban, c'est de déplacer la guerre hors du lieu où ils vivent.

□

Présidence de l'Union européenne

Laurent Fabius interpelle le gouvernement lors de la séance des questions au gouvernement du 28 octobre 2009

Monsieur le Premier ministre, dans quelques jours, peut-être même dès demain, sera évoquée au Conseil européen la question du futur président de ce même Conseil. Il est normal que le Parlement puisse, d'une certaine façon, en débattre.

Au mois de janvier 2008, le Président de la République avait implicitement – et peut-être même explicitement – fait connaître son choix en faveur de l'ancien Premier ministre britannique, qu'il avait invité au conseil national de l'UMP. Je dois vous dire que si cette position était maintenue, elle ne recueillerait absolument pas l'accord du groupe au nom duquel je m'exprime.

Non pas en raison des caractéristiques de l'ancien Premier ministre britannique, mais parce que ces fonctions nous semblent totalement incompatibles avec le fait de n'avoir pas voulu adhérer à l'euro et de ne pas faire partie de l'espace Schengen. J'ajoute que c'est d'autant plus le cas quand, lors de la guerre d'Irak, on a pris position en faveur de M. Bush et non des peuples européens.

Nous sommes donc favorables au choix, qui reste à faire, d'une personnalité qui défende une position européenne de l'Europe et qui fasse écho à l'axe franco-allemand, dont chacun connaît le rôle déterminant.

Si l'on est socialiste, on prend cette position ; si l'on est gaulliste, on devrait adopter la même !

Brèves :

Portugal : formation du gouvernement Sócrates

José Sócrates, a formé un nouveau gouvernement où se retrouvent les principaux ministres de son cabinet précédent.

Fernando Teixeira dos Santos reste ministre des Finances et Luis Amado conserve le portefeuille des Affaires étrangères.

José Vieira da Silva, ex-ministre du Travail, devient ministre de l'Economie et son poste précédent échoit à Henela Andre, qui entre au gouvernement pour la première fois.

On s'attend à ce que le nouveau cabinet poursuive la politique économique des socialistes en favorisant la croissance par des partenariats public-privé et de grands projets d'infrastructures tout en traitant les questions sociales au moyen d'aides garanties par l'Etat.

José Sócrates a présenté une liste de seize ministres au président Anibal Cavaco da Silva, qui l'a rapidement approuvée, selon le communiqué de l'administration présidentielle.

Après avoir consulté d'autres partis politiques la semaine der-

nière, Socrates a décidé de former un gouvernement socialiste minoritaire et de rechercher des accords avec la gauche et la droite au gré des projets de loi.

Le PS a obtenu 97 des 230 sièges parlementaires alors qu'il en occupait 121 dans la législature précédente.

Réunification allemande :

Au plus près des faits

Une tribune d'Hubert Védrine publiée par l'Institut François Mitterrand

Le vingtième anniversaire de la « chute » du mur, la publication d'archives du Foreign Office sur certains entretiens Mitterrand-Thatcher de décembre 1989 et janvier 1990, pléthore d'émissions programmées – m'amène à revenir aux événements de 1989/1991 et à la politique française à l'égard de la réunification allemande. D'autant qu'on voit refluer, indifférentes aux faits et aux acquis de la recherche historique de ces dernières années des interprétations négatives, erronées, identiques à elle-mêmes et toujours aussi simplistes.

L'Occident a tendance à conserver dans sa mémoire, émotive et schématisée, la « Chute » du mur comme un moment héroïque, une sorte d'effondrement des murailles de Jéricho sous les coups de boutoir de manifestants courageux, polonais ou est-allemands, combattants de la liberté. Et comme le point de départ de la fin de l'URSS. En réalité, et ceci n'enlève rien au grand courage des Polonais de Solidarnosc (face à l'URSS de Brejnev), la « chute » du mur a été un aboutissement plutôt qu'un point de départ : celui de la désagrégation d'un régime condamné dès mars 1985, comme les autres « démocraties populaires », par la décision historique de Gorbatchev de ne jamais recourir à la force pour maintenir les régimes communistes d'Europe de l'Est. Condamné aussi par l'incapacité de ces régimes à profiter des années 1985-1989 pour se réformer – si c'était encore possible – puisqu'ils prétendaient avoir déjà fait leur perestroïka !

Quand vient novembre 1989 cela fait quelques mois déjà que les Allemands de l'Est partent vers la Hongrie puis l'Autriche sans que Gorbatchev lève le petit doigt pour les en empêcher, au contraire ! C'est donc un régime exsangue qui finit par laisser les Berlinoises de l'Est franchir le Mur le 9 novembre. À l'époque, Helmut Kohl reste encore très prudent quant au calendrier de la future réunification, mais le torrent des faits va tout entraîner en quelques mois.

Cette illusion d'optique occidentale, ce triomphalisme nourri de la chute de l'URSS ne sont pas étrangers aux erreurs occidentales et à l'hubris, des quinze années suivantes qui ont culminé avec la politique de Bush II et qui ont failli conduire l'Occident à une impasse face à l'émergence du monde multipolaire.

Il faut ensuite revenir, sans se lasser, à la politique allemande de François Mitterrand.

Dès octobre 1981, il prévoyait devant un Helmut Schmidt sceptique que d'ici « quinze ans », l'URSS serait trop affaiblie pour empêcher la réunification allemande. Ce n'était pas mal vu...

Cette juste prémonition a certainement contribué à l'intensité de

sa politique préparatoire franco-allemande et européenne des années précédant 1989, avec Helmut Kohl.

Il ne s'est jamais demandé s'il était « pour » ou « contre » la réunification ! Comment a-t-on pu laisser des médias ou des opposants hostiles imposer, jusqu'à aujourd'hui et de façon pavlovienne, une grille d'interrogation aussi débile et aussi inexacte ?

Uniquement pour faire à François Mitterrand une sorte de procès manichéen et anachronique. La question ne s'est jamais posée en ces termes. Comment un dirigeant européen, un dirigeant français, aurait pu contester un instant, moralement et politiquement, la légitimité de l'aspiration des Allemands à la réunification ? Mais il aurait fallu être un simple commentateur, ou un groupie sans aucune responsabilité, et pas un homme d'État, pour n'être pas préoccupé par la seule question qui vaille : comment faire, le moment venu, pour que cela se passe bien ? Et ceci alors que tant d'analystes pensaient depuis des décennies que c'était le sujet d'où pouvait sortir une nouvelle guerre en Europe.

D'où les critères que François Mitterrand a mis en avant, au fil des années, et clarifiés dès le printemps 1989, plusieurs mois avant la « chute » du mur :

- l'aspiration des allemands à la réunification est légitime ;
- il faut qu'elle se passe démocratiquement. Il faudra donc pour cela des élections libres en RDA ;
- il faut qu'elle soit pacifique. Les Allemands doivent donc confirmer la frontière Oder-Neisse avant la réunification et renoncer aux armes ABC ;
- il fallait enfin que la réunification renforce la construction européenne et ne l'affaiblisse pas (cela donnera Maastricht).

François Mitterrand voulait également, même s'il ne l'a pas dit expressément avant 1989/1990, que cela n'entraîne pas la chute de Gorbatchev.

En revanche, rien de sa part sur le maintien de l'OTAN, préoccupation première des Américains.

Est-ce que François Mitterrand a eu des désaccords avec Helmut Kohl, voire des tensions ? Bien évidemment.

Par exemple, quelques semaines avant le conseil européen de Strasbourg de décembre 1989. Helmut Kohl, brusquement, hésitait à aller jusqu'au bout de la démarche (méritoire !) vers la monnaie unique alors qu'il l'avait admise auparavant. Cette tension disparut lorsque ce dernier donna son accord, deux jours avant ce Conseil.

Plus sérieusement, ces tensions existèrent pendant trois ou quatre mois à propos de la frontière Oder-Neisse. Le 10 novembre, Helmut Kohl avait dit : en tant que Chancelier de la RFA, je reconnais la frontière Oder-Neisse, mais l'histoire a sa propre dynamique. D'où l'inquiétude de ses partenaires. Dès lors, François Mitterrand ne cesse de lui demander de clarifier sa position et de ne pas jouer avec le feu. Mais le Chancelier reste dans le flou. Il n'est pas ambigu sur le fond, mais il n'est pas très populaire à ce moment là et ne veut pas s'aliéner le vote de millions d'Allemands réfugiés ou descendants de réfugiés, nostalgiques de l'ancienne géographie.

François Mitterrand trouve cela grave et dangereux. Il a raison. Genscher lui-même s'en inquiète et vient le dire au Président. Les Polonais s'alarment eux aussi et viennent à Paris. C'est dans ce contexte que François Mitterrand et Margaret Thatcher échangent quelques propos acides sur l'ambiguïté de Kohl, allant jusqu'à dire qu'il veut faire aussi bien qu'Hitler pour rassem-

bler les terres allemandes. Et ceci sans qu'on ait le droit de le critiquer ! Propos énervés et datés qui ne sont pas plus à lire au premier degré que quand Kohl, agacé par les compliments qu'il entendait sur les talents de communicant de Gorbatchev, rétorquait : « Goebbels aussi ». Des propos que Gorbatchev lui rappelle de temps en temps, amicalement.

Tout cela a disparu avec la mise en place, à l'initiative de Roland Dumas et de Hans-Dietrich Genscher, de la négociation 4+2.

Il y avait eu auparavant d'autres désaccords entre François Mitterrand et Helmut Kohl. En 1988, sur le refus du Chancelier d'harmoniser la fiscalité sur l'épargne avant la libéralisation des mouvements de capitaux. Plus tard, en 1990/1991, sur son fatalisme face à la désintégration de l'ex-Yougoslavie du fait de la sympathie de l'opinion allemande pour les Slovènes et les Croates et ceci alors que Bush, Major, Craxi, Gonzales et Mitterrand voulaient la ralentir pour mieux la contrôler et la rendre moins tragique. Tout ceci est normal. Un président français et un chancelier allemand n'ont pas automatiquement la même position. Qu'ils aient des désaccords n'est pas un drame, s'ils les surmontent.

Les positions de François Mitterrand et de Margaret Thatcher étaient-elles les mêmes ?

Non, pas du tout, en dehors de quelques moments d'agacement partagés durant l'hiver 89/90. Thatcher était alors vraiment inquiète de la réunification ; François Mitterrand n'était que préoccupé. Mais comme elle refusait la relance européenne portée par François Mitterrand et Helmut Kohl, elle n'avait pas d'option de rechange.

Comme Gorbatchev, Bush et Thatcher, François Mitterrand et Helmut Kohl ont joué chacun leurs rôles légitimes, spécifiques et au final complémentaires. Globalement la réunification a été bien gérée. Les désaccords franco-allemands transitoires et compréhensibles n'ont empêché ni Maastricht, ni les larmes de Kohl à Notre Dame. Tous les travaux récents sérieux (Bozzo, Schabert, spécialistes américains) vont dans ce sens.

Bien sûr quelques canards sans tête, résidus de polémiques de l'époque (fureur de la droite allemande contre François Mitterrand à propos d'Oder Neisse ; besoin des opposants en France de trouver des angles d'attaque), circulent à nouveau, de ci, de là, mais avec le temps elles perdent de leur crédibilité.

Côte d'Ivoire

Jean-Christophe Cambadélis a reçu au siège du Parti socialiste, la semaine dernière, l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, Pierre Aimé Kipre qui fut ministre de l'Éducation nationale de son pays entre 1993 et 1997. Le premier tour de l'élection présidentielle doit avoir lieu normalement le 29 novembre prochain.

La coûteuse présidence française de l'UE

Selon un rapport de la Cour des comptes, la présidence française de l'Union européenne (PFUE) - de juillet à décembre

2008, aurait coûté un million d'euros par jour. Selon les observateurs, la PFUE figure parmi les plus chères de l'histoire. La Cour des comptes estime à 171 millions d'euros, ce coût, assumé par la République.

Les dépenses ont été nettement supérieures aux précédentes présidences françaises de l'UE, (14 millions en 1995 et 57 millions en 2000) Le coût moyen de la plupart des voisins européens est entre 70 et 80 millions d'euros.

La PFUE fut un moment activité intense avec 489 manifestations (dont 328 séminaires, 25 réunions interministérielles, 9 sommets internationaux), mais comme l'expriment le rapport de la Cour des comptes et les sénateurs (conservateurs) qui ont analysé le document : « toutes n'étaient pas indispensables » et « leur nombre n'a pas contribué au succès de la France, qui se juge sur deux ou trois événements, comme la gestion de la crise ou de la guerre en Géorgie ».

Le Sommet de l'Union pour la Méditerranée de juillet 2008 a coûté 16,6 millions d'euros, dont un million pour le dîner des chefs d'Etat. Au regard des résultats politiques obtenus par la PFUE, ce fut, là encore, une présidence « bling bling ».

Communiqués de presse :

Communiqué de Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et aux relations internationales, et Sandrine Mazetier, Secrétaire Nationale à l'Immigration

Le Parti socialiste condamne fermement l'attaque terroriste perpétrée contre les personnels de l'ONU à Kaboul qui a fait huit morts, dont deux policiers afghans.

Cette dernière opération menée par les Talibans confirme malheureusement que la situation sécuritaire se dégrade de jour en jour en Afghanistan. L'attentat de ce matin et plusieurs autres menés par les Talibans à Kaboul depuis deux mois ont fait plusieurs dizaines de morts parmi les civils. Il vient démentir les affirmations du gouvernement français qui justifiait le renvoi forcé des trois réfugiés afghans vers Kaboul par le fait que la sécurité était assurée dans cette ville.

Devant la dégradation constante de la situation militaire, humanitaire et politique, et après le fiasco du premier tour de l'élection présidentielle, le Parti Socialiste estime qu'il est urgent que le Parlement engage un débat sur le bilan et l'avenir de l'engagement de la France dans la guerre en Afghanistan.

Afghanistan :

Communiqué de Jean-Christophe Cambadélis

Le Parti socialiste exprime ses vives inquiétudes sur l'avenir politique de l'Afghanistan. Après le premier tour de l'élection présidentielle, censée déboucher sur la formation d'un gouvernement plus légitime, plus crédible et moins corrompu, mais qui a été entachée de fraudes massives, le retrait du candidat Abdullah Abdullah du deuxième tour plonge le pays dans une crise politique. Quoi qu'il arrive dans les prochains jours, on est en présence d'un président « réélu » mais dont la légitimité et l'autorité seront contestées par ses adversaires, notamment par l'insurrection des Talibans.

Les autorités afghanes ont une grande responsabilité dans cette situation. Mais la responsabilité des États-Unis, de l'Union européenne et de l'ONU est également engagée. Ils n'ont jamais réussi à coordonner leurs efforts pour assurer l'organisation d'un scrutin juste et équitable.

Devant cette impasse politique, qui s'ajoute à l'impasse militaire dans laquelle la coalition internationale se trouve depuis huit ans, il est temps de réfléchir sérieusement aux moyens de mettre fin à cette guerre absurde.

Le Parti socialiste demande la réunion d'une Conférence internationale sous l'égide de l'ONU, avec la participation de toutes les composantes de la société afghane ainsi que des pays voisins de l'Afghanistan, pour réfléchir à une solution politique. Cette guerre ne peut et ne doit pas durer indéfiniment au risque de déstabiliser l'ensemble de la région.

Afghanistan : communiqué du Bureau national

Après plus de deux mois d'attente et de rebondissements et un premier tour entaché de fraudes massives en faveur de Hamid Karzaï, les autorités afghanes ont proclamé ce dernier vainqueur de l'élection présidentielle.

Les autorités afghanes ont une grande responsabilité dans cette situation. Mais la responsabilité des États-Unis, de l'Union européenne et de l'ONU est également engagée. Ils n'ont jamais réussi à coordonner leurs efforts pour assurer l'organisation d'un scrutin juste et équitable.

Devant cette impasse politique, qui s'ajoute à l'impasse militaire dans laquelle la coalition internationale se trouve depuis huit ans, il est temps de réfléchir sérieusement aux moyens de mettre fin à cette guerre absurde.

Le fiasco de l'élection afghane complique davantage la tâche du président des États-Unis, Barack Obama, qui comptait sur la formation d'un gouvernement plus légitime et plus crédible pour décider d'une nouvelle stratégie en Afghanistan. Il est désormais urgent d'insister auprès du président afghan pour la formation d'un gouvernement plus représentatif, mieux disposé à appliquer les règles de bonne gouvernance et surtout qui ait une véritable volonté de lutter contre la corruption et le trafic de drogue.

Ces exigences doivent être celles de l'ensemble des pays engagés en Afghanistan. Le Parti socialiste s'étonne que le président Sarkozy se démarque une nouvelle fois de Barack Obama en apportant « son soutien entier » au président afghan, en oubliant de rappeler aux autorités afghanes leurs obligations de respect de ces exigences dans un pays où nous sommes engagés militairement, au prix de la vie de nos soldats, pour que ce pays trouve la paix, la sécurité et le bien être.

Le Parti socialiste demande la réunion d'une Conférence internationale sous l'égide de l'ONU, avec la participation de toutes les composantes de la société afghane ainsi que des pays voisins de l'Afghanistan, pour réfléchir à une solution politique. Cette guerre ne peut et ne doit pas durer indéfiniment au risque de déstabiliser l'ensemble de la région.

Par ailleurs, nous demandons que soit fixée sans délais la date du débat à l'Assemblée nationale sur l'engagement de la France en Afghanistan que nous réclamons depuis plusieurs semaines.

Cuba - États-unis : Non à l'embargo, oui à la normalisation des relations entre les deux pays

Pour la dix-huitième année consécutive, l'Assemblée générale des Nations unies a demandé la levée de l'embargo unilatéral imposé depuis la guerre froide à Cuba par les États-Unis.

Le Parti socialiste, comme chaque année à cette occasion, confirme sa condamnation de cet embargo. Il rappelle son attente d'une normalisation des relations bilatérales entre La Havane et Washington.

Le Parti socialiste espère que ce vote permettra d'élargir les ouvertures constatées depuis l'élection aux États-Unis d'un nouveau président. Les mesures libéralisant les échanges humains entre Cuba et les États-Unis prises par le Président Obama, en mars 2009, la levée de l'exclusion de Cuba par l'OEA (Organisation des États Américains), votée par les États-Unis comme les autres pays membres de cette organisation au mois de juin dernier, donnent au gouvernement du président Raúl Castro la possibilité d'engager un dialogue répondant à ces gestes positifs.

Honduras : communiqué de Jean-Christophe Cambadélis

L'accord trouvé le 30 octobre à Tegucigalpa rétablit le président Zelaya, victime d'un coup de force militaire le 28 juin dernier, dans ses fonctions de chef d'État.

La perpétuation du statu quo aurait créé un précédent légitimant le recours à la force. Le Parti socialiste avait condamné la destitution de Manuel Zelaya. Il avait salué les efforts visant à rétablir l'ordre démocratique brutalement suspendu par la force des armes. Il avait demandé aux autorités françaises de soutenir les initiatives diplomatiques engagées aux Nations unies pour faire cesser une situation porteuse d'instabilité régionale.

Le Parti socialiste se réjouit du compromis démocratique trouvé grâce à la médiation du Costa Rica, appuyée par les pays membres de l'OEA (Organisation des États Américains) et la diplomatie des États-unis.